

DOCUMENTS
INDEX UNIT
18 SEP 1950

A/AC.25/2
2 septembre 1949
FRENCH
ORIGINAL: ENGLISH

LETTRE EN DATE DU 2 SEPTEMBRE 1949
ADRESSEE PAR LA COMMISSION DE CONCILIATION
AUX CHEFS DES DELEGATIONS ARABES
ET AU CHEF DE LA DELEGATION D'ISRAEL,
ET TRANSMETTANT LE TEXTE D'UN PROJET DE DECLARATION
CONCERNANT LES LIEUX SAINTS, SITES ET EDIFICES RELIGIEUX
SITUES EN PALESTINE HORS DE LA REGION DE JERUSALEM

La Commission de Conciliation des Nations Unies pour la Palestine a l'honneur de transmettre à la Délégation de..... un Projet de Déclaration concernant les Lieux saints, sites et édifices religieux situés en Palestine hors de la région de Jérusalem.

Aux termes du paragraphe 7 de la Résolution du 11 décembre 1948, l'Assemblée générale a décidé que les Lieux saints - notamment Nazareth - et les sites et édifices religieux de Palestine devraient être protégés et leur libre accès assuré, conformément aux droits en vigueur et à l'usage historique. L'Assemblée a décidé en outre que les dispositions à cet effet devraient être soumises à la surveillance effective des Nations Unies et que la Commission de Conciliation, en ce qui concerne les Lieux saints situés en Palestine hors de la région de Jérusalem, devra demander aux autorités politiques des régions intéressées de fournir des garanties formelles en ce qui concerne la protection des Lieux saints et l'accès de ces Lieux, et que ces engagements seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Conformément aux termes de cette disposition, la Commission de Conciliation a l'honneur, en transmettant le Projet de Déclaration, de demander que, par cette déclaration, le Gouvernement de donne dès que possible des garanties formelles à la Commission de Conciliation en ce qui concerne la protection et le libre accès des Lieux saints, sites et édifices religieux de Palestine situés sur le territoire qui se trouvera placé sous son autorité par le règlement définitif du problème de Palestine ou, en attendant ce règlement, sur le territoire occupé par lui en vertu de conventions d'armistice.

La Commission souhaite indiquer que la présente communication ne doit pas être interprétée comme préjugant d'une manière quelconque le règlement définitif de la question territoriale en Palestine.

La Commission désire enfin porter à la connaissance de la Délégation de..... qu'un exemplaire de la présente lettre et du Projet de Déclaration ont été transmis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour information.

s/. Claude de Boisanger

RESTRICTED

A/AC.25/2

29 août 1949

FRENCH

ORIGINAL: ENGLISH

PROJET DE DECLARATION CONCERNANT
LES LIEUX SAINTS, SITES ET EDIFICES RELIGIEUX
SITUES EN PALESTINE HORS DE LA REGION DE JERUSALEM

Le Gouvernement de.....

CONSCIENT des responsabilités qui lui incombent en ce qui concerne la sauvegarde du caractère unique de la Palestine, dont le sol a été rendu sacré par les prières et les pèlerinages des fidèles de trois grandes religions;

DESIREUX de mettre en application les dispositions du paragraphe 7 de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 11 décembre 1948, relatives à la protection et au libre accès des Lieux saints, sites et édifices religieux situés en Palestine hors de la région de Jérusalem telle qu'elle est définie par le paragraphe 8 de la Résolution du 11 décembre 1948;

S'ENGAGE SOLENNELLEMENT par la présente déclaration à garantir selon les dispositions suivantes la protection et le libre accès des Lieux saints, sites et édifices religieux de Palestine situés sur le territoire qui se trouvera placé sous son autorité par le règlement définitif du problème de Palestine ou, en attendant ce règlement, sur le territoire occupé par lui en vertu d'accords d'armistice.

Article 1.

Le libre exercice de tous les cultes sera garanti par la Constitution et assuré par la pratique administrative conformément à la Déclaration des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948.

Article 2.

Les Lieux saints, les sites et édifices religieux qui étaient considérés à la date du 14 mai 1948 comme des Lieux saints, sites et édifices religieux seront préservés et leur caractère sacré protégé. Aucune acte de nature à profaner ce caractère sacré ne sera toléré.

...../

Article 3.

Le régime juridique et coutumier existant à la date du 14 mai 1948 des Lieux saints, sites et édifices religieux restera en vigueur.

Le Gouvernement de s'engage notamment à assurer la sécurité des desservants des divers cultes et des membres des ordres et institutions religieuses; à leur permettre d'exercer sans aucune entrave leur ministère; et à faciliter leurs communications tant à l'intérieur du pays qu'avec l'extérieur pour l'exercice de leurs fonctions et obligations religieuses.

Article 4.

Le Gouvernement de s'engage à garantir la liberté d'accès aux Lieux saints, sites et édifices religieux, situés sur le territoire qui se trouvera placé sous son autorité par le règlement définitif du problème de Palestine ou, en attendant ce règlement, sur le territoire occupé par lui en vertu d'accords d'armistice; et, en vertu de cet engagement, garantit le droit d'entrée et de transit aux ministres du culte, pèlerins et visiteurs sans distinction de nationalité ou de religion, sous la seule réserve des exigences de la sécurité nationale.

Le Gouvernement de s'engage à tenir le plus grand compte des avis qui lui seront adressés à ce sujet par le Commissaire des Nations Unies ou, à son défaut, par le Représentant des Nations Unies à Jérusalem, pour l'élaboration et la pratique de la règle administrative, les mesures de police, et l'examen des demandes individuelles d'accès aux Lieux saints,

Article 5.

Les Lieux saints, les sites et édifices religieux ne seront pas frappés des taxes dont ils étaient exempts à la date du 14 mai 1948; Il ne sera procédé à aucune modification des dispositions fiscales qui aurait pour effet soit de créer une discrimination entre les propriétaires ou les occupants des Lieux saints, sites et édifices religieux, soit de placer ces propriétaires ou occupants dans une situation moins favorable à l'égard des dispositions fiscales que celle qui existait le 14 mai 1948.

...../

Article 6.

Le Gouvernement de s'engage à établir un Conseil permanent composé de personnalités qualifiées choisies parmi ses propres nationaux et au sein duquel le Commissaire des Nations Unies ou, à son défaut, le Représentant des Nations Unies à Jérusalem, sera représenté. Ce Conseil sera chargé de l'étude des mesures propres à assurer la conservation des Lieux saints, sites et édifices religieux et à sauvegarder leur caractère sacré conformément aux dispositions de l'article 2 de la présente déclaration.

Article 7.

L'application des dispositions précédentes sera placée sous le contrôle effectif du Commissaire des Nations Unies, ou à son défaut, du Représentant des Nations Unies à Jérusalem.

Le Gouvernement de s'engage à lui prêter son entier concours et à lui donner toute l'aide nécessaire et à lui accorder les immunités et privilèges nécessaires au libre et complet exercice de ses fonctions.

Article 8.

Les différends relatifs à l'interprétation et à l'application de la présente déclaration pourront être soumis, soit par le Gouvernement de, soit par le Commissaire des Nations Unies à Jérusalem, au Tribunal International établi par l'acte portant création d'un régime international permanent de la région de Jérusalem. La décision du Tribunal International sera obligatoire pour les parties.

En cas de retard dans l'établissement du Tribunal International, ces différends pourront être soumis soit par le Gouvernement de, soit par le Représentant des Nations Unies à Jérusalem, au Secrétaire Général des Nations Unies qui en saisira l'organe compétent des Nations Unies.